

PEUPLE ET CULTURE

BULLETIN D'INFORMATION

lettre aux adhérents

premier trimestre 1978

PEUPLE ET CULTURE, 27 rue Cassette 75006 PARIS

Editorial

La dernière lettre aux adhérents de l'année 1977, comportait la présentation d'un certain nombre d'ouvrages pour les animateurs de notre Mouvement. Cette première lettre pour l'année 1978, présente le rapport moral de l'année 1977 présenté à l'Assemblée Générale de « Peuple et Culture » les 11 et 12 novembre 1977 et le compte rendu de cette Assemblée. Ainsi tous les adhérents sont informés de la vie de notre Mouvement.

L'étude de Joffre Dumazedier « Pour un renouveau de la pensée sur l'action culturelle » doit intéresser tous les adhérents constamment confrontés à ces problèmes.

Enfin, cette lettre contient des informations sur les Services Formation et Editions, sur le rassemblement des animateurs de notre Mouvement et sur les stages « Animer - Décider - Gérer » que nous devrions tous suivre.

Assemblée Générale
de Peuple et Culture

Rapport moral

Paris, 11 et 12 Novembre 1977

Rapport moral 1977

1) La vie de « Peuple et Culture » au cours de l'année qui vient de s'écouler a été marquée par deux événements intérieurs dont le retentissement a été considérable : le regroupement de nos responsables à Boulouris — du 4 au 8 avril 1977 — et le Congrès national qui s'est tenu à Montauban les 28, 29 et 30 mai 1977. C'est sans aucun doute, un signe de la réelle vitalité du Mouvement que nous ayons été capables d'organiser deux manifestations aussi importantes dans des délais aussi rapprochés. L'un et l'autre ont renforcé la cohésion au sein du mouvement, ont aidé les militants et responsables à faire connaissance ou à mieux se connaître. Montauban a été en outre, une sérieuse contribution à notre rayonnement extérieur par le nombre et la qualité des amis qui sont venus à cette occasion, se joindre à nous. L'investissement considérable en efforts humains et financiers que ces deux manifestations ont imposé aura pu être rendu plus rentable et d'effet plus durable par les publications qui en sont le prolongement : les textes du Congrès de Montauban viennent de paraître, et les comptes rendus de Boulouris, rassemblés et mis en forme par Jacques et Martine Hédoux dans le cadre du PEC Nord sont à la disposition des membres du mouvement.

2) Les thèmes choisis pour Boulouris 1977 et pour le IV^e Congrès « L'Education populaire aujourd'hui » et « Culture et Territoire » ont rencontré un intérêt réel et continuent à constituer des pôles de réflexion et d'action. La menace contre l'éducation populaire a pu se faire moins pressante. Elle demeure un sujet de préoccupation pour nous, ne fut-ce que dans la mesure où elle n'en est pas vraiment un pour ceux qui nous dirigent et qui font en France la politique de l'éducation. L'éducation populaire, l'éducation des adultes, l'éducation permanente, demeurent pour nous, dans la perspective d'une société éducative et éduquante, développée par Dumazedier à Boulouris et Montauban, des objectifs dont le succès n'est pas assuré dans la France d'aujourd'hui, ni garanti pour demain. Nous espérons que la publication des textes de Montauban

confirmera la place de premier plan que « Peuple et Culture » doit tenir dans le combat pour l'éducation populaire dans un environnement national et culturel sans cesse changeant.

3) La réflexion sur « *Culture et territoire* » correspond à une des directives majeures de ce changement : l'éducation populaire vise à rendre plus autonomes, plus maîtresses d'elles-mêmes et les personnes et les communautés. La commune et la région se placent aux deux extrémités de la gamme des communautés géographiques dans lesquelles se réalise aujourd'hui cette aspiration. C'est pourquoi le travail de Boulouris et de Montauban devrait déboucher sur une recherche pratique à laquelle le texte de Dumazedier sur les Conseils culturels communaux, publié en annexe aux textes du congrès de Montauban, fournit un cadre de référence indispensable.

4) *La lutte pour l'éducation populaire* devra se poursuivre tant que les actions de formation qui se situent hors du champ de l'entreprise et du travail n'auront pas vu leur dignité et leur importance reconnus d'une manière analogue à ce qui a été fait pour la formation professionnelle par la Loi du 16 juillet 1971. C'est pourquoi il paraîtra conforme à la tradition et à la vocation de « Peuple et Culture » de fournir en 1978 à ce combat, des instruments de travail et des propositions concrètes à partir desquels une législation nouvelle pourra être élaborée (dont les exemples ne manquent d'ailleurs pas dans d'autres pays d'Europe).

5) Pour ce qui est de « *Culture et territoire* », notre réflexion devra également avancer à partir des textes de Boulouris et de Montauban, en prenant appui sur les expériences d'animation et de ré-animation locale ou régionale auxquelles nos camarades et amis prennent part, pour que la culture du peuple français devienne à la fois plus diverse et plus unie. Un colloque sur cette double et dialectique nature de la culture populaire pourrait éventuellement constituer une étape de notre réflexion, ouverte et accueillante.

6) Au niveau des services communs et centraux du mouvement, l'année 1977 a vu se développer à nouveau, d'une façon encourageante la recherche, l'expérimentation et la formation autour de ce qui n'a cessé d'être l'axe de notre existence de mouvement éducatif : *l'entraînement mental*. Le groupe de travail sur l'auto-formation par la documentation élabore des dimensions nouvelles à la fois sur le plan théorique et pratique qui enrichissent et diversifient la méthode.

Le contrat conclu avec le secrétariat général à la Formation professionnelle permet de tester l'intérêt de l'entraînement mental comme instrument de promotion culturelle au service des catégories les plus défavorisées des travailleurs.

Le succès des sessions « Entraînement mental » (appliqué à l'expression écrite, à l'expression orale, à la prise de décision, à la gestion, etc) organisées par le Service Formation atteste la vitalité de notre méthode centrale: le programme de 1978 comprend 10 sessions « ouvertes », alors que celui de 1977 n'en possédait que 4.

7) Par rapport à cette évolution rapide et encourageante, l'ancienne « *Commission Méthodes* » paraît en perte de vitesse. Peut-être faudra-t-il la fusionner avec le groupe « Hédoux-Dumazedier ». (Commission auto-formation par la lecture documentaire).

8) On peut s'étonner également que l'Entraînement Mental, ne paraisse pas être reconnu et vécu comme tel par tous nos groupes départementaux et régionaux, pour qui, d'autres aspects de notre réalité et d'autres actions possèdent une plus haute priorité. C'est là une *diversité* qui peut à la longue nuire à la cohérence interne de « Peuple et Culture ». Il paraît souhaitable que ce problème soit évoqué à fond en 1978 au niveau des instances dirigeantes, peut-être après une étude du CEP sur nos différentes pratiques de formation et les idées et systèmes de pensée qui les inspirent.

9) L'année 1977 a permis au service « Formation » d'accroître encore le nombre des *interventions négociées avec les entreprises*, des services publics ou des écoles de service socio-culturel (infirmières, travailleurs sociaux, animateurs). Cette progression est rassurante dans la mesure où elle donne une base matérielle solide à notre indépendance et qu'elle reste cependant limitée dans le cadre général de nos activités. Elle continue à poser le problème d'une intégration plus avancée de nos collaborateurs vacataires dans le mouvement.

10) La tentative de faire revivre nos *Universités d'Eté* a connu, par contre, en 1977, un nouvel échec. Il semble bien que de tels regroupements de sessions n'ont plus leurs raisons d'être sur le plan national alors qu'elles rencontrent souvent un réel succès dans le cadre d'une région. Des sessions d'une semaine entière avec internat suscitent des difficultés. Les droits d'inscription imposés par la réduction effective de l'aide publique, sont trop élevés

pour les catégories de la population auxquelles nos efforts devraient s'adresser prioritairement. Nos thèmes (à l'exception de l'Entraînement mental) ne correspondent peut-être pas toujours à la demande ou ne sont pas présentés d'une manière adéquate. Dans ces conditions le service « formation » n'inscrira pas d'Universités d'Été au calendrier de 1978.

11) Il faudra cependant dans l'année qui vient, poursuivre la réalisation de l'idée d'une session ayant pour thème un sujet de *culture scientifique*, domaine très négligé au sein de notre mouvement. Le CEP devra reprendre à ce propos les études préparatoires commencées en 1976.

12) Nous avons dû enregistrer également à la fin de 1976 l'impossibilité de poursuivre la série de nos *Diners-Débats* qui pendant près de 10 ans avaient fort utilement servi le prestige et le rayonnement du mouvement. Le prix, les habitudes de vie changeante, l'apparition d'autres activités voisines peuvent expliquer la décadence de ce qui avait été une de nos réussites incontestables. On constatera en revanche le succès grandissant de *l'Apéritif du formateur* qui s'adresse à un public plus précis et à des heures qui paraissent mieux correspondre à la manière de vivre des parisiens que nous voulons atteindre. Sans doute faudra-t-il en 1978 développer encore cette formule, comme celle des séances de travail-déjeuner du CEP qui attirent régulièrement bon nombre de nos collaborateurs et de nos amis.

13) En ce qui concerne les activités depuis longtemps « classiques », des sessions « *congés-culturels* » pour jeunes salariés et P.C.A. pour jeunes ruraux, l'année 1977 a été une année de reconduction. Il faut cependant souligner qu'étant donné la montée des prix ces sessions comportant des bourses deviennent de plus importantes pour une association s'adressant en priorité aux catégories les moins nanties de la population. Or les montants des *bourses* et le nombre des bourses accordées restent stationnaires, ce qui recouvre en réalité une diminution continue des moyens. Nous avons protesté à plusieurs reprises contre cette évolution, et le CNAJEP, sur notre proposition, a également saisi le Secrétariat d'Etat de demandes précises. Malheureusement ces démarches sont restées jusqu'à présent sans succès. Nous avons par conséquent décidé de nous adresser solennellement à l'opinion avant la fin de l'année pour exiger des moyens nouveaux au service des actions s'adressant aux jeunes travailleurs et aux jeunes sans travail.

14) Nous avons enregistré en 1977 une progression considérable de nos *activités internationales*, qui paraît correspondre à la fois à une recrudescence d'intérêt chez nos responsables et — en partie tout au moins — à un regain d'activité et à une meilleure organisation du côté des services publics : l'Algérie, la Grande-Bretagne, l'Italie, le Portugal, la Hollande et la Pologne se placent, après l'Allemagne bien entendu, aux premiers rangs de ces échanges. A cause de l'O.F.A.J., la République fédérale d'Allemagne conserve dans ce domaine une position à part. Le séminaire franco-allemand sur les formations pour jeunes chômeurs à Dortmund, en mars 1977, le séjour des responsables de l'Umanitaria à Paris et dans le nord en juin 1977, la réception pendant un mois de dix responsables algériens en France en juillet, le séjour de trois de nos animateurs au Maroc en septembre, le voyage en Pologne de B. Chopin et A. Durand en octobre, furent les activités les plus notables au niveau de ce qui a été organisé par les services centraux du Mouvement.

Le fonctionnement des commissions mixtes bi-partites qui contrôlent maintenant l'aide publique aux échanges avec de nombreux pays, accroit à la fois les moyens disponibles et les difficultés bureaucratiques. Le nombre des demandes présentées par les associations régionales pour 1978 est en augmentation sensible. Il semble par ailleurs que les « régions » parviennent souvent à mobiliser pour ces échanges d'importantes ressources locales. La nécessité d'intervention auprès des services français et des ambassades localisées à Paris entraîne des charges non négligeables pour le personnel de la rue Cassette. Peut-être faudra-t-il en tenir compte, désormais, dans l'organisation et la répartition des services.

15) La création en 1976 des *contrats Tiers-Monde* par le secrétariat d'Etat à la Jeunesse et aux Sports a rencontré un écho positif dans plusieurs de nos associations régionales. Le nombre des contrats conclus et réalisés accusera en 1977 une progression substantielle. Ces petits contrats s'avèrent rentables et facilement utilisables, mais jusqu'à présent seules trois de nos régions paraissent s'y intéresser.

16) *Les publications* ont pu être poursuivies en 1977 mais sans progression spectaculaire. *La Collection* « Peuple et Culture » aux Editions du Seuil mène une vie ralentie du fait des grands changements que connaît actuellement cette maison amie, où s'opère une

importante relève. *Les fiches de lecture* rencontrent toujours un vif succès, mais les recherches pour dégager les crédits permettant une véritable campagne de publicité n'ont pas encore abouti.

La lettre aux adhérents ne suscite pas beaucoup de réactions, mais constitue un lien indispensable avec les membres du Mouvement. Il serait souhaitable de voir ceux-ci manifester plus clairement ce qu'ils désirent recevoir par le truchement de cette publication.

La lettre d'information documentaire pour les *Animateurs-Formateurs Nationaux*, créée en 1976 en exécution d'un vœu quasi-unanime n'a rencontré aucun écho, pas plus d'ailleurs que sa suspension...

Indispensables pour le Mouvement dont elles assurent la représentation et souvent le prestige, il semble que les publications et au premier rang les « fiches de lecture » soient souvent négligées, voire ignorées, par nos associations régionales. Il se produit là un phénomène un peu analogue à celui que nous avons signalé plus haut à propos de l'entraînement mental, phénomène de divergence entre deux manières d'être et de vivre « Peuple et Culture » et phénomène que ne daigne d'être inquiétant. Là aussi on devrait sonder pour 1978 les possibilités d'une nouvelle mise en commun des réflexions et expériences.

17) *L'Ecole d'Animateurs* est une des « chevilles ouvrières » d'un mouvement éducatif, mais la nôtre n'a toujours pas trouvé son équilibre définitif. Tandis que s'achèvent les études de deux promotions régionales (Isère et Région parisienne) qui furent apparemment sans histoires, la promotion « nationale » recrutée directement dans les « régions » soulève toujours certains problèmes. La promotion précédente s'était heurtée à une pédagogie et à un programme qu'elle jugeait trop directs, l'actuelle donne parfois l'impression de se sentir trop peu conduite. Une grande partie de nos anciens élèves, après avoir commencé une carrière professionnelle, en viennent cependant à regarder « plus positivement » une formation contre laquelle ils avaient parfois regimbé. Il reste qu'une école sans sanction, au double sens du mot, constitue à la limite un paradoxe, que l'organisation du marché du travail, que la nature et les caractéristiques intellectuelles d'une partie des candidats ne cessent de faire problème. Deux nouvelles promotions vont entrer en formation au début de 1978. L'on souhaite que le Mouvement tout entier s'intéresse à ces expériences et que les

élèves soient amenés à s'intéresser plus directement à notre Mouvement. Avec les pouvoirs publics, l'aménagement des conditions de fonctionnement devra être négocié sur le plan du statut des élèves comme sur celui des sanctions.

18) *La gestion* du Mouvement a encore progressé sur le plan financier comme le montre le rapport financier, à la fois sur le plan du contenu (chiffre d'affaires en augmentation, excédent notable consacré à la résorption des déficits antérieurs), acquisition définitive de l'immeuble.

Ce progrès a pour rançon un accroissement sensible de la charge de travail du service financier où un aide-comptable a dû être engagé.

L'on constate par ailleurs que ce service ne reste pas étranger à la finalité éducative du Mouvement : à preuve le succès des sessions « gestion » organisées par le service Formation et le plus souvent animées par Dominique PAINI.

19) *L'administration* proprement dite est en grande partie consacrée à la gestion des personnels qui relèvent à « Peuple et Culture » d'un grand nombre de statuts. L'on ne peut que se louer, dans l'ensemble, de l'esprit de dévouement, voir de l'esprit militant qui règne dans nos équipes. L'on pourra souligner — et c'est là sans doute un autre aspect de ce même constat — l'intérêt grandissant que notre personnel accorde à sa *formation continue*, dans le mouvement comme dans d'autres cadres.

20) *Nos relations extérieures* n'ont pas connu en 1977 des changements substantiels. Avec les associations amies nous avons maintenu la participation au Groupe « Formation 77 » mais notre Congrès ne nous a pas permis de pousser cette coopération aussi loin que les années précédentes. Au sein des structures de regroupement et notamment au C.N.A.J.E.P. nous avons défendu avec succès, dans l'ensemble notre position traditionnelle qui vise à concentrer les études et les actions sur le secteur qui relève de la compétence commune des associations de jeunesse et d'éducation populaire, en écartant les prises de position globales à propos desquelles il n'est pas possible d'atteindre l'unanimité, règle de base des regroupements. Cette attitude s'avère positive puisqu'elle permet le maintien des regroupements, le succès de leurs candidatures aux élections au Haut Comité de la Jeunesse et le développement de leur audience dans le pays.

21) *Les Instances élues* ont fonctionné régulièrement suivant les règles fixées par nos Statuts de 1972 dont la mise en application s'est achevée par la tenue du premier Congrès statutaire. L'on peut cependant constater que le nombre des membres du Conseil d'administration (membres élus, de droit et cooptés et associés) est relativement élevé, compensé cependant le plus souvent par un certain absentéisme. La participation de certains « permanents » comme associés s'avère dans l'ensemble fort utile. L'Assemblée générale — à la différence du C.A. — apparaît davantage comme l'expansion d'une sorte de confédération d'associations régionales. On peut se demander, devant cet état de choses, si les statuts ne devraient pas faire une place à part au « complexe central » de la rue Cassette, place qu'il occupe dans les faits et qui se traduit dans la présence des « associés » au C.A.

22) Les instances élues en 1976 et en premier lieu le C.A. devrait continuer à préparer pour 1979 une relève importante des responsabilités. Celle-ci semble bien en cours : pour la première fois depuis longtemps, une phalange brillante et solide, assez nombreuse aussi, d'hommes et de femmes de 25 à 35 ans est activement présente dans PEC. D'ores et déjà des responsabilités changent ainsi de génération : cela est notamment le cas en ce qui concerne la préparation et la direction de « Boulouris ».

Cette évolution devra se poursuivre en 1978. Cependant, pour qu'elle puisse se réaliser positivement, il faudra que les tendances à la divergence entre plusieurs identités possibles de PEC dont il a été question, plusieurs fois, dans ce rapport, soient maîtrisées par l'ensemble des responsables du Mouvement, « anciens » et « jeunes » réunis dans un grand effort de compréhension mutuelle, de tolérance et d'amitié. Il me paraît capital à ce propos que les uns et les autres nous nous donnions pour règle et que nous appliquions pour règle de bannir de notre convivance la suspicion et la méfiance : qu'alors même que l'opinion ou l'action d'un camarade nous paraissent incompréhensibles, plutôt que de soupçonner ses intentions, nous nous efforcions de les pénétrer et de les regarder avec sympathie : de les « sentir avec lui ».

Cet appel me paraît particulièrement nécessaire au seuil d'une année où les affrontements entre Français connaîtront nécessairement une intensité particulière. De tels moments constituent toujours une épreuve pour un mouvement qui, comme le nôtre, réunit pour une action commune de portée limitée, des hommes et des

femmes dont les provenances, les positions, les jugements sont par ailleurs aussi divers que les conséquences qu'ils en tirent.

J'ai la conviction qu'une fois de plus, comme si souvent depuis 33 ans, « Peuple et Culture » sortira renforcé et consolidé de cette épreuve.

Joseph ROVAN

P.S. — Pour faciliter les débats de l'Assemblée générale, une liste des propositions contenues dans le rapport moral sera donnée en annexe.

Comptes-rendus de l'Assemblée générale de Peuple et Culture

Paris, 11 et 12 Novembre 1977

F.I.A.P.

30, rue Cabanis, 75014 PARIS

MEMBRES PRESENTS

MEMBRES DE DROIT	: P. Borker, B. Cacérès, J. Dumazedier, P. Lengrand, J. Rován
CLUB	: P. Chaslin
ANIMATEURS - FORMATEURS NATIONAUX	: B. Chopin, J.-L. Bernard, M.-J. Dufour, P. Fayolle, M. Hedoux, D. Païni
REGIONS	:
AUVERGNE	: A. Durand
CORREZE	: R. Lavigne, F. Quillez, M.-A. Teyssandier
HAUTE-GARONNE	: C. Bouyssières
HAUTE-SAVOIE	: A. Aguetaz, M.-E. Authelain, C. Carrier, J. Catteau, R. Rodriguez, D. Veyret
ISERE	: C. Besson, D. Dumas, A. Mittelberger, B. Smagghe, A. Luciani
LOT	: D. Manoncourt (partiellement)
MIDI-PROVENCE	: G. Pallet, J. Perez, S. Perez, A. Brullo
NORD	: J. Hedoux, M.-C. Lartigot, J.-C. Lartigot, Y. Louchez
REGION PARISIENNE	: P. Divet-Savanne, J. Guénée, C. Marguerite
TARN-ET-GARONNE	: R. d'Auzillis, J.-M. Bence B. Billès, R. Mariet
WALLONIE	: P. Davreux
MEMBRES EXCUSES	: M. Vialis, B. Lluch, F. Moriaméz, H. Michard, H. Desdouts, R. Roche, G. Saez, A. Piegay
INVITES PRESENTS	: N. Charloiseau, S. Khemis, R. Leclercq, I. Lévy, P.-M. Mesnier, M. Vignal, G. Cacérès, R. Gibert.

II — ALLOCUTION D'OUVERTURE (Paul LENGRAND)

Dans son introduction le Président rappelle qu'à côté de son caractère statutaire l'assemblée générale est l'occasion d'un examen de conscience. Dans quelle mesure PEC a atteint les objectifs qu'il s'est fixés ? Quel est le bilan — positif et négatif — des activités en cours ? Quelles sont les perspectives prochaines ? Il va de soi que le rapport moral du secrétaire général nous aidera à voir clair sur ces aspects importants de notre action. L'aspect financier recevra une attention toute spéciale, et à cet égard il est significatif qu'il occupe la première place dans l'ordre du jour.

Mais au-delà de ces considérations essentielles sur la vie du Mouvement, s'impose une réflexion plus ample sur la vocation de « Peuple et Culture », et plus généralement sur la contribution d'un organisme d'éducation des adultes comme le nôtre à la théorie et à la pratique éducatives. Il convient de tirer les conséquences de ce qu'on appelle à juste titre, la crise de l'éducation. Cette crise engendre une série d'interrogations majeures sur les objectifs et les moyens d'actions éducatifs dans nos sociétés. La logique de notre entreprise nous entraîne à considérer cette action non pas d'une manière partielle-ponctuelle liée à des cas particuliers, mais dans son ensemble et dans sa continuité. C'est le sens, le seul authentique de l'éducation permanente, quand on l'a dégagé des interprétations erronées ou faussées dans la signification, ou limitées dans la portée.

Nous avons la bonne fortune d'être situés à un point d'action et de pensée qui nous permet de saisir le processus éducatif dans sa vérité, au-delà des routines et des académismes.

Au cours de ces 30 ans nous avons mis au point des approches théoriques et pratiques dont nous pouvons chaque jour vérifier la solidité et l'efficacité. Mais il faut aller de l'avant. Nous ne pouvons pas nous considérer comme satisfaits tant que nous n'avons pas franchi les frontières qui séparent les secteurs de l'éducation verticalement et horizontalement.

Notre message pédagogique est aussi bon, aussi nécessaire pour les enfants et les adolescents qu'il l'est pour les adultes.

C'est à ce prix qu'on peut espérer le développement d'une authentique culture populaire. Mais cela suppose également que nous

ouvrions largement l'éventail de nos préoccupations et de nos recherches. S'il est vrai que par l'Entraînement Mental par la lecture, par l'autoformation... nous avons largement exploré le domaine de l'intellect, restent de considérables secteurs de l'intervention et dimensions de la personnalité que nous n'avons pas abordés avec l'ampleur et la vigueur nécessaire.

Pensons entre autres à l'esprit scientifique, à l'art, à l'expression corporelle.

Ce sont là quelques-unes des perspectives qui pourront servir d'inspiration et de guide à nos futures entreprises.

III — QUESTIONS FINANCIERES

A — RAPPORT FINANCIER 1976

Présentation du Compte d'Exploitation et du Bilan de l'Exercice 1976.

Il est demandé que les comptes et rapports financiers parviennent aux membres de l'A.G. un mois avant les dates de la réunion.

Adoption comptes financiers 1976 :

- Pour : 44
- Contre : 0
- Abstention : 0

B — INFORMATIONS SUR L'EXECUTION BUDGET 1977

C — INFORMATIONS SUR LA NOUVELLE PRESENTATION DU BUDGET 1978, proposé par le C.A.

Des documents explicatifs sont distribués aux participants et affichés au tableau.

Le principe de la nouvelle présentation est approuvé et les auteurs reçoivent les félicitations de l'assemblée pour le travail très lourd qu'ils ont accompli.

Il est précisé que pour 1978 un certain nombre d'améliorations devront encore y être apportées.

— Pour : 43

— Contre : 0

— Abstention : 1

En outre il est convenu que les membres de l'A.G. recevront dans les meilleurs délais un document indiquant les clés de répartition utilisées pour l'inscription des temps de travail sur les différentes rubriques d'activité.

Après la réunion du Conseil d'administration du 14 décembre 1977, les membres de l'A.G. recevront une première information sur le cadre du budget prévisionnel 1978 utilisant la nouvelle présentation, laquelle devra tenir compte de l'existence de PEC Wallonie assimilée à une association régionale. En cours d'année, le C.A. étudiera de manière plus affinée chacune des colonnes des activités figurant dans la nouvelle présentation.

A ce propos, il a été notamment demandé d'étudier les moyens pour « comptabiliser » éventuellement le bénévolat et de faire apparaître séparément dans la colonne « Formation Professionnelle Continue » les différentes actions du Service (vers les différents publics). Il est également souhaité qu'une réflexion soit menée sur la possibilité de tenir compte de charges particulières et de produits particuliers des groupes régionaux (actions en faveurs de publics défavorisés).

D — PROJETS DE REORGANISATION DES RELATIONS FINANCIERES ENTRE L'ASSOCIATION NATIONALE PEC ET LES ASSOCIATIONS REGIONALES

En ce qui concerne les propositions de réorganisation des relations financières entre PEC National et les associations régionales, le Conseil d'administration est chargé de poursuivre l'étude commencée le 12 octobre 1977.

Des représentants de PEC Haute-Garonne et de PEC Wallonie seront invités à participer aux travaux.

Le Conseil d'administration appréciera si la suite de ceux-ci rendra nécessaire la convocation de l'Assemblée générale pour une date antérieure à novembre 1978.

Il est souhaité en outre que la balance des comptes « National » - « Régions » soit établie et communiquée aux intéressés au moins une fois par an, et que les factures et bons de caisse soient réglés dans un délai maximum d'un mois.

Par ailleurs les trésoriers des associations régionales devront se réunir en 1978 avec les membres de la Commission financière pour étudier la mise en œuvre de comptes intégrés communs à tous les éléments du Mouvement.

A cette fin, toutes les associations régionales devront communiquer leurs comptes et bilans 1977 et 1978 aux autres associations régionales ainsi qu'au service financier national.

IV — RAPPORT MORAL

Présenté par le secrétaire général, le Rapport Moral a fait objet de longues études et discussions dont ont pu être dégagées les décisions et résolutions suivantes :

- 1 — Le Conseil d'administration est invité à mettre en chantier des études devant aboutir à des propositions relatives à une nouvelle législation en faveur de l'animation et de l'éducation populaire, indépendante et complémentaire vis-à-vis de la formation professionnelle continue.
- 2 — Le Conseil d'administration est invité à étudier la possibilité d'organiser un colloque sur les rapports de la culture populaire commune à toute la nation et des cultures populaires régionales. Ce colloque pourrait se rattacher à la poursuite de travaux sur les thèmes du Congrès de Montauban (Educa-tion Pôpulaire aujourd'hui » et « Culture et Territoire ») que le Conseil d'administration reçoit mission d'organiser.

- 3 — L'Assemblée générale a adopté par 43 voix contre 0 et 1 abstention la résolution suivante :
 « L'A.G. confirme le mandat donné en 1973 lors de l'Assemblée générale d'Avignon en ce qui concerne *l'étude des pratiques de formation* en usage dans le Mouvement. Elle demande au Conseil d'administration d'en hâter la mise en œuvre dans le cadre du C.E.P. et des commissions compétentes dont il devra organiser la coopération ».
- 4 — L'Assemblée générale demande au C.A. d'étudier les raisons qui jusqu'à présent ont empêché le fonctionnement du groupement des animateurs et formateurs Nationaux.
- 5 — L'Assemblée invite la Commission « méthodes » à préciser son rôle et ses projets dans un document qui devra être étudié par le C.A. en vue de la mise en convergence de tous les moyens d'étude et de formation dont dispose le Mouvement.
- 6 — Le Conseil d'administration est invité à lancer diverses actions conjuguées en vue d'obtenir des *moyens nouveaux au service d'activités s'adressant aux jeunes travailleurs et aux jeunes sans travail*.

A cette fin il est suggéré :

a) d'étudier des mesures susceptibles de favoriser l'utilisation des sessions organisées par PEC pour les travailleurs urbains et ruraux.

b) de signaler à nos adhérents et amis toutes les possibilités existantes (Lois de juillet 1971, Fonds d'Assurances Formation, Fonds des travailleurs agricoles salariés et des exploitants agricoles, Loi de juillet 1977 et autres dispositions en faveur de l'emploi et de la formation des jeunes). Une présentation d'ensemble devra être élaborée par le service compétent.

c) faire campagne pour obtenir :

— l'augmentation du nombre des bourses « congés culturels » (Loi de 1961),

— l'indexation du montant des bourses sur le S.M.I.G.,

- l'extension des avantages de la Loi de 1961 aux jeunes chômeurs.

A cette fin les moyens suivants devront être envisagés :

- publication d'une TRIBUNE dans le MONDE,
- saisir à nouveau le C.N.A.J.E.P.,
- saisir directement les membres des commissions parlementaires concernés,
- fournir aux associations régionales un dossier leur permettant de s'adresser directement aux parlementaires de la région.

d) au sein du Mouvement la réflexion devra être intensifiée sur les lois de 1971 et de 1977 et sur leurs résultats.

7 — L'Assemblée générale demande au Conseil d'administration de faire procéder par le C.E.P. à un étude du problème des *adhérents* : Ce que peut et devrait être un adhérent à PEC ? Cette question devrait être mise en relation avec l'interrogation sur ce qu'est PEC :

- Ecole de formation de formateurs (une sorte d'école nationale de l'éducation populaire)
- Rassemblement de formateurs s'adressant à des publics divers (lieu de confrontation)
- Lieu de rencontre et de réflexions pour gens qui « agissent ailleurs »
- Lieu d'études et de recherches.

8 — Il est donné mandat au Conseil d'administration de mettre sur pied un groupe de travail sur les *publications PEC*.

L'A.G. constate que des publications sont nécessaires au Mouvement, que certaines de ces publications devraient directement correspondre aux besoins des activités de formation. Elle souhaite la publication de documents sur les diverses pratiques de formation existant au sein de PEC.

9 — *L'Ecole d'Animateurs*

L'A.G. demande au C.A.

- d'étudier le statut du *Comité pédagogique* (contenu, méthodes,, financement) afin d'en améliorer le fonctionnement,
 - d'examiner avec les services publics la question d'un éventuel « *diplôme* » à décerner à la fin des études,
 - d'étudier les problèmes de l'*emploi* (en liaison avec l'A.N.E.); en vue notamment d'examiner l'éventuelle création d'une « *Bourse du Travail* »,
 - de sonder le ministère de la Santé en vue de la création d'une promotion supplémentaire axée sur les *activités socio-sanitaires*,
 - d'étudier le rôle des *stagiaires au sein du Mouvement*,
 - de faire procéder à une étude des *pratiques et critères de sélection* utilisés depuis la création de l'école,
 - de faire établir, pour l'étude par l'Assemblée générale de novembre 1978, un rapport sur « *la fonction de l'école au sein de PEC* »,
 - de faire reporter sur l'exercice 1978 d'éventuels soldes excédentaires.
- 10 — L'Assemblée générale demande au secrétaire général qu'en 1978 soient nettement distingués et présentés séparément :
- un rapport d'activités sur l'année écoulée,
 - un rapport d'orientations pour l'année à venir.

Elle souhaite que ces rapports reflètent la vie du Mouvement tout entier. Elle demande aux associations membres de PEC d'adresser régulièrement leurs comptes rendus de C.A. et d'A.G. au secrétariat général, et de tenir leurs propres assemblées générales avant la fin du mois de juin afin que les rapports présentés et les résolutions adoptées puissent être intégrés dans les rapports nationaux. Le rapport moral est adopté par 21 voix « pour », 0 voix « contre » et 12 abstentions.

V — BOULOURIS

L'Assemblée générale entend ensuite le rapport du groupe de travail chargé de préparer le *regroupement des responsables et formateurs du Mouvement* (« Boulouris » 1978), présenté par Dominique Païni.

Une discussion animée fournit de nombreuses propositions dont le groupe est invité à tenir compte dans le projet définitif qu'il soumettra au C.A. le 14 décembre 1977.

VI — CONSEILS CULTURELS COMMUNAUX

En dernier lieu l'Assemblée générale entreprend l'étude du texte de Joffre DUMAZEDIER sur les *Conseils culturels communaux* publié en annexe aux actes du congrès de Montauban.

Après un exposé de Dumazedier et un large échange de vue l'assemblée décide :

- 1 — qu'un atelier de la rencontre « Boulouris » 1978 sera consacré à ce sujet,
- 2 — que les associations régionales seront invitées à étudier la possibilité d'expérimenter les propositions de Dumazedier dans des communes animées par des personnalités amies,
- 3 — que le secrétariat général devra faire connaître le texte comme un élément important d'une recherche que PEC juge essentielle, et comme émanant du Président fondateur du Mouvement.

Fait à Paris le 30 novembre 1977

Le Président,
Paul LENGRAND

Le Secrétaire général,
Joseph ROVAN

JOURNEES D'ETUDES

POUR UN RENOUVEAU DE LA PENSEE SUR L'ACTION CULTURELLE

Organisées à Amiens par la **Maison de la Culture d'Amiens et Peuple et Culture**, le mardi 6 et le mercredi 7 juin 1978.

Ceux de nos adhérents qui en feront la demande à « Peuple et Culture », pourront recevoir le programme de ces deux journées.

Nous publions les grandes lignes de l'exposé que fera notre président fondateur sur ce thème du renouveau de la pensée sur l'action culturelle. Si ce document suscite en vous des réflexions, nous serions heureux et intéressés de les recevoir.

POUR UN RENOUVEAU DE LA PENSEE SUR L'ACTION CULTURELLE

Depuis une dizaine d'années l'action culturelle, dans ses rapports avec les classes sociales, l'Etat, les pouvoirs... a fait l'objet de nombreuses réflexions. Ces essais, souvent pertinents, ont eu un grand retentissement à la fois dans les représentations des chercheurs et des hommes de l'action culturelle. Ils ont permis de libérer l'action culturelle au niveau de la création, de l'animation, ou de la participation de certaines illusions. Les inégalités culturelles ne dépendent pas seulement de la qualité de l'équipement ou de l'animation, mais encore des structures de classes sociales. Les publics visés par l'action culturelle ne sont pas souvent les publics touchés. L'action destinée à réduire les inégalités peut, au contraire, les accroître au profit d'une petite bourgeoisie. Il est des formes de libération culturelle qui en fait ne sont que des moyens de reproduction sociale. Les valeurs culturelles dissimulent souvent les intérêts de classe et groupes sociaux dominants, elles sont des idéologies. Ce qu'on nomme la culture populaire reflète les idées de certains privilégiés de l'instruction, plutôt que les aspirations des milieux populaires. Les animateurs se croient indépendants de la culture dominante, en fait, ils peuvent devenir de nouveaux notables. Les associations volontaires de l'action culturelle croient exprimer la volonté libre du citoyen, en fait, par le jeu de l'aide publique, elles deviennent parfois elles-mêmes, sans le vouloir, sans le savoir, des auxiliaires des pouvoirs, et en premier lieu de l'Etat.

Déjà la connaissance intuitive de la pratique réelle de l'action culturelle suggérait à de nombreux militants culturels que ces discours ne reflétaient qu'une partie de la situation réelle. Certes cette partie reflète les contraintes prépondérantes qui pèsent sur toutes les actions. Mais au niveau réel (vécu) ces contraintes ont des degrés variables; elles sont en interaction avec beaucoup d'autres facteurs défavorables ou favorables. Elles sont rarement absolues. Leur reproduction est imparfaite, leurs relations dialectiques avec les systèmes d'intervention socio-culturelle ont été peu observées. Les phénomènes de relative autonomie, de résistance, de rebellion, de combats spécifiques vécus par l'homme d'action, ont été le plus souvent oubliés dans les théories du pouvoir et de la culture. Dans la plupart de ces discours, ces actions sont inexplicables et parfois même inexplicables.

De récents congrès de militants ont mis l'accent sur les aspects oubliés de la situation. Les uns ont mis en valeur la nécessité et la possibilité d'accroître l'autonomie relative des associations culturelles et des établissements d'action culturelle face aux forces de récupération ou d'asservissement (1). D'autres ont fait le point sur l'étendue et les limites des forces d'intégration économique et sociale depuis dix ans dans le mouvement social de la culture et de l'éducation populaires. Ils ont analysé dix ans après 1968 l'emprise et l'illusion du langage de la subversion qui a pénétré le discours de certains animateurs (2).

Beaucoup d'illusions apolitiques d'un côté, politistes de l'autre côté, ont été dénoncées dans la perspective d'une politique démocratique de la culture aujourd'hui (3).

Enfin ce que sont devenues les cultures populaires face à toutes les formes de créativité sociale et culturelle des années 70 a été analysé par différents ethnologues, sociologues et militants (4).

Cette réflexion collective avait besoin d'être complétée par une nouvelle vérification des grandes hypothèses qui ont guidé les études théoriques des années soixante. Nous avons besoin de mieux connaître l'évolution des problèmes culturels et sociaux des dix dernières années, pendant une période marquée par la domination de la télévision de masse (85 % des foyers) les illusions et désillusions qui ont accompagné la guerre d'Algérie, puis mai-juin 68, etc. Une telle observation systématique était si étendue qu'elle ne pouvait sérieusement se faire qu'à l'échelle d'une collectivité urbaine à la fois moderne et de taille moyenne. C'est ce travail qu'une équipe de sociologie empirique, dirigée par J. Dumazedier, en coopération avec Nicole Samuel, a tenté sur l'évolution socio-culturelle d'une agglomération de 100 000 habitants de 1954 à 1976 (5).

(1) A.T.A.C. : Assemblée Générale 77 - Bulletin d'information.

(2) P. Gaudibert : intégration et subversion - cf. la postface de la réédition 1977.

(3) PEC : congrès national de Montauban : Culture et territoire - compte rendu des commissions - avril 1977 (PEC - 27, rue Cassette - 75006 PARIS).

(4) INEP-recherches : les cultures populaires - colloque décembre 1977.

(5) Joffre Dumazedier et Nicole Samuel : Société éducative et pouvoir culturel (1954-1976) éditions du Seuil, collection sociologique 1977.

Cette étude de sociologie empirique a pu établir plusieurs propositions de la plus grande importance, à la fois théorique et pratique, pour questionner à nouveau notre pratique.

Il a été vérifié, une fois de plus, que la structure de classe sociale est l'obstacle majeur au progrès de l'égalité culturelle et que la participation à la culture des stades, des ciné-clubs, des théâtres ou des musées ne concerne que des minorités, même dans la bourgeoisie. Est-il légitime de parler pour ces minorités (inégaies selon les classes) de capital culturel, par analogie au capital économique qui, lui, concerne la majorité de la classe bourgeoise, en un tout autre sens ?

Une fois encore il fut vérifié que l'inégalité des niveaux d'instruction est la cause majeure des inégalités de la vie culturelle. Mais n'y a-t-il qu'un modèle du privilège scolaire, alors que la majorité, qui a fait son enseignement secondaire et universitaire, a le plus souvent le même comportement dans l'accès aux œuvres de la culture que ceux qui n'y ont pas eu accès ? Ne pourrait-on suggérer deux modèles contraires au lieu d'un seul ?

Le contenu de la culture populaire relève souvent d'un modèle conforme aux tendances nouvelles de la culture dominante, mais également on peut observer une variété de contenus relevant de la culture et de la contreculture en rébellion explicite avec les formes dominantes de la culture bourgeoise : peut-on parler alors de romantisme social ou de populisme culturel ? Est-ce que ces accusations ne reposent pas sur une conception chimérique des transformations spécifiquement culturelles par la seule voie d'une politique radicale ?

Sur la totalité des animateurs d'une ville, seule une minorité est réellement créatrice de valeurs nouvelles dans la culture quotidienne, mais son rôle est prépondérant. Nous avons observé la naissance parmi eux de nouveaux notables, de nouveaux « petits bourgeois ». Mais la plupart d'entre-eux refuse les idéologies dominantes quelles que soient leurs orientations générales, ils défendent des valeurs culturelles communes qui sont précisément en opposition avec l'idéologie dominante de la petite bourgeoisie locale. Alors, comment réduire le phénomène de domination sociale et culturelle à un phénomène d'hégémonie à base économique et sociale ou bien comment le rattacher au phénomène isolé de « l'intelligentsia » des créateurs ?

Enfin, la dépendance des organismes d'action culturelle à l'égard des institutions et du pouvoir a pu être vérifiée. Mais des faits ont révélé aussi leur indépendance souvent frondeuse, conflictuelle. Il y a une dialectique complexe de la dépendance et de l'indépendance entre les institutions de « tutelle » et les associations volontaires d'action culturelle.

Enfin, depuis 68, dans leurs luttes contre les pouvoirs dominants économiques et politiques, une structure d'animation se cherche autour d'une analyse critique de la société dominante au nom d'une société éducative en voie de développement et autour de la revendication d'un pouvoir spécifique que nous avons appelé « pouvoir culturel ». Ce pouvoir n'est pas un substitut du pouvoir politique pour le développement culturel d'une collectivité, ni un « contre-pouvoir », mais un pouvoir spécifique à définir dans la perspective d'un progrès démocratique de la division des pouvoirs. Telles sont les principales questions théoriques soulevées par cette observation de l'évolution des pratiques culturelles démocratiques d'une ville de 1954 à aujourd'hui.

Joffre DUMAZEDIER

Janvier 1978

LE SERVICE EDITIONS AUX ADHERENTS DE PEUPLE ET CULTURE

Les abonnés aux FICHES DE LECTURE ont reçu lors du dernier envoi une fiche de lecture sur PADRE PADRONE de Gavino Ledda.

Etant donné la qualité de ce livre et celle du film, qui passe actuellement sur les écrans, nous ne serions trop vous recommander de lire ce livre, de voir ce film et de vous procurer notre fiche de lecture.

Nous avons actuellement sous presse deux nouvelles fiches :

- 1) GARGANTUA, de Rabelais
Fiche établie par Frédéric Thebaud
- 2) DAVID COPPERFIELD, de Dickens
Fiche établie par Léone Mange

que recevrons les abonnés.

Le catalogue des publications vous sera envoyé sur simple demande. Nous vous rappelons que chaque fiche de lecture est vendue 7 francs l'unité.

L'abonnement annuel aux fiches de lecture, soit six fiches par an, est de 35 francs.

Le compte rendu du IV^e Congrès National de « Peuple et Culture » qui s'est tenu à Montauban du 28 au 30 mai 1977 et qui avait pour thème :

- L'EDUCATION POPULAIRE AUJOURD'HUI
- CULTURE ET TERRITOIRE

est en vente à PEUPLE ET CULTURE.

Une brochure de 128 pages : 18 francs

A PROPOS DU CENT CINQUANTIEME ANNIVERSAIRE DE LA NAISSANCE DE JULES VERNE (1828-1905)

I — MANIFESTATIONS

Le centenaire de la naissance de Jules Vernes va donner lieu à de nombreuses manifestations. Parmi celles-ci, citons :

- Inauguration d'un musée Jules Verne le 8 avril 1978 — 3, rue de l'Ermitage — 44036 Nantes.
- Présentation de la correspondance de Jules Verne
UER de Français — Chemin de la Sensive du Tertre, B.P. 1025 — 44036 Nantes.
- Exposition sur Jules Verne — 23, rue Caumartin — 44036 Nantes.
- Décade Jules Verne — 11 au 21 juillet 1978
Cerisy-la-Salle — Manche.

II — ETUDES

Le nombre d'études sur Jules Verne est très important.
Nous citons les deux ouvrages de base :

- Jules Verne par Jean-Jules Verne — Editions Hachette — Paris 1973.
- Le développement des études sur Jules Verne, par F. Raymond
- Archives des lettres modernes. Editions Minard — Paris 1976.

III — REVUE

Dans le numéro 343 de l'Education du 9 février 1978, remarquable étude sur Jules Verne.

IV — FICHES DE LECTURE DE PEUPLE ET CULTURE

Nous tenons à la disposition des adhérents les deux fiches de lecture que nous avons réalisées sur Jules Verne :

Jules Verne — Le Tour du Monde en 80 jours.

Jules Verne — 20 000 lieues sous les mers.

Prix unitaire de la fiche : 7,00 francs

UNE METHODE QUI A FAIT SES PREUVES :

L'ENTRAINEMENT MENTAL

SERVICE FORMATION

Depuis 30 ans, « Peuple et Culture » utilise et perfectionne l'outil pédagogique qu'il a créé :

L'ENTRAINEMENT MENTAL.

Cette méthode se propose l'amélioration des comportements intellectuels de chacun.

Prochaines sessions :

ENTRAINEMENT MENTAL

● 24, 25, 26 mai et 21, 22, 23 juin 1978

● 25, 26, 27 octobre et 22, 23, 24 novembre 1978

LECTURE DOCUMENTAIRE : ENTRAINEMENT A LA LECTURE EFFICACE

● 17, 18, 19 mai et 14, 15, 16 juin 1978

ANIMER, DECIDER, GESER : ENTRAINEMENT MENTAL APPLIQUE A LA GESTION

● 4, 5, 6, 7, 8 décembre 1978

ENTRAINEMENT MENTAL ET EXPRESSION ORALE

● 18, 19, 20 octobre et 15, 16, 17 novembre 1978

ENTRAINEMENT MENTAL APPLIQUE A L'ORGANISATION DU TRAVAIL PERSONNEL

● 11, 12 mai, 25, 26 mai et 8, 9 juin 1978

ENTRAINEMENT MENTAL ET CREATIVITE

● 8, 9, 10 novembre et 13, 14, 15 décembre 1978.

Droits d'inscription calculés en fonction des revenus.

Programme détaillé sur demande au service Formation

A. QUESTIONS CONSTANTES; REPONSES NOUVELLES

STAGE : ANIMER, DECIDER, GERER

Animé par Dominique Païni

du 4 au 8 décembre 1978

Nous portons déjà à la connaissance des adhérents ce stage qui nous paraît essentiel.

En effet les responsables d'une association culturelle ou à finalités sociales se doivent aujourd'hui d'être aussi des gestionnaires. Etre un gestionnaire, c'est être capable de gérer l'efficacité du travail collectif fourni par l'équipe dont il s'entoure. C'est pourquoi « Peuple et Culture » se propose, à travers un nouveau module de stage de :

- sensibiliser aux techniques comptables de gestion,
- mieux lire et maîtriser l'information et les documents comptables,
- mieux structurer sa pensée pour décider dans le domaine budgétaire.

La mise au point d'un tel stage n'est pas sans rapport avec les discussions qui animent notre mouvement à l'heure actuelle en ce qui concerne l'harmonisation des flux financiers entre les différentes entités qui la composent.

PUBLIC : Ce stage s'adresse à des personnes sans formation initiale dans le domaine de la gestion, mais qui rencontrent des difficultés dans leur activité professionnelle pour gérer le temps, les moyens humains et financiers, que cette activité professionnelle s'exerce dans une M.J.C., un foyer de jeunes travailleurs, un comité d'établissement ou d'entreprise, un service formation, une association d'éducation populaire, etc.

Ce stage comprend l'étude de la gestion et l'étude de la rationalisation des choix budgétaires en matière d'action socio-culturelle. Le programme détaillé de ce stage vous sera envoyé sur demande.

SESSION NATIONALE DE REGROUPEMENT DES RESPONSABLES ET ANIMATEURS DE NOTRE MOUVEMENT

Cette session qui a lieu tous les ans se déroulera cette année au

Centre d'Animation Rurale

Durance - Luberon

Laurmarin

84160 CADENET

DU MERCREDI 12 AVRIL AU SAMEDI 15 AVRIL 1978,

avec pour thème général :

**QUELS MOYENS ET QUELLES STRUCTURES, AU SERVICE DE
QUELS OBJECTIFS A PEC APRES 1979 ?**

La session nationale de regroupement sera tournée vers la préparation de l'Assemblée générale de novembre 1979 qui devra se charger :

- de mettre en place les responsables et les moyens nécessaires au développement de notre mouvement pendant les années 1980,
- de se réapproprier, redéfinir, reconfirmer les finalités communes qui nous animent à PEC,
- d'exposer clairement la diversité des stratégies convergentes pour les atteindre.

La session se propose donc de permettre un réel approfondissement des discussions :

- institutionnelles,
- politiques,
- financières,

nécessaires à l'élaboration de l'objectif commun qui doit être celui du mouvement dans son entier : continuer PEC après 1979 en assurant une harmonieuse transition vers des déploiements nouveaux.

ON NOUS ECRIT

« Peuple et Culture » reçoit des lettres de toute nature. Il arrive que des adhérents se plaignent de ne pas recevoir telle ou telle publication. Parfois ils ont oublié, malgré nos rappels, de renouveler leurs cotisations. Parfois aussi, ces adhérents nous disent combien ce que nous faisons leur est utile.

Voici un extrait d'un de ces témoignages. Il est de M. Jacques CHABROLLE, professeur de Lettres dans un C.E.T. du Mans qui vient de prendre sa retraite.

« Je suis membre de PEC depuis près de 25 ans. C'est René Busson qui m'avait fait connaître l'association.

Plusieurs fois étant au Mans, j'ai assisté à des veillées de lecture menées brillamment par Georges Jean dans des stages à l'intention de futurs surveillants généraux.

« La rencontre des hommes » de Bénigno Cacérès, les « Regards neufs... », les études de Dumazedier sur les loisirs, le montage sur les Jeux Olympiques, et aussi divers fiches de lecture (Le Grand Meaulnes, La Maison du Peuple, Montserrat, Regain, La ligne droite, Germinal, et d'autres) m'ont accompagné dans ma carrière d'enseignant.

Je me suis efforcé de faire connaître votre action auprès de stagiaires (CEMEA, FOEVEN) et de collègues.

Je me reproche cependant d'avoir été surtout un bénéficiaire de vos réalisations, sans rien vous apporter que ma cotisation. J'aurais souhaité suivre les stages des universités d'été (en particulier Entraînement Mental, lecture, bibliothèque) mais d'autres activités : camps d'adolescents des AROEVEN, stages FOEVEN pour les foyers socio-éducatifs ont occupé une bonne partie de mes loisirs, si bien que le temps s'est écoulé...

Mais grâce à PEC je garderai le souvenir d'agréables heures passées avec des jeunes en diverses circonstances (classe, stages, camps d'adolescents) autour d'un montage de lecture. Cette méthode nous a enrichis d'une possibilité nouvelle d'expression et de relation.

Un jour viendra peut-être où des possibilités de stages feront enfin partie de la formation des maîtres de l'Enseignement technique et, à ce moment, PEC pourrait mettre toute son expérience à leur service, au plus grand bénéfice des futurs ouvriers et cadres formés dans les LEP.

Maintenant je vous quitte, non sans regret.

Et je vous remercie encore infiniment pour tout ce que vous m'avez donné et appris. Et je vous souhaite bon courage et bon succès pour la poursuite de votre action.

Toutes nos amitiés. »

ALAIN RESNAIS ET LES SEPT CESAR DE « PROVIDENCE »

PROVIDENCE, le film de notre ami Alain Resnais, membre du Comité d'Honneur de « Peuple et Culture », vient d'obtenir 7 CESAR y compris celui du meilleur film de l'année 1977.

Nous avons des liens d'amitié avec Alain Resnais depuis la création de notre mouvement, depuis qu'il tournait avec Chris Marker : « LES STATUTS MEURENT AUSSI ».

Alain Resnais a participé à de nombreux comités directeurs de notre mouvement. Il vient toujours rue Cassette et nous avons avec lui d'enrichissantes conversations sur le cinéma et le reste.

Nous nous réjouissons que la profession cinématographique ait couronné cette création difficile qui touche notre réel à tous.

PROVIDENCE. France, 1976. 1 h 50. Réalisation : Alain Resnais. Scénario original : David Mercer. Images : Ricardo Aronovitch. 35 mm-couleur. Spheric Panavision. Caméra : Philippe Brun. Décoration : Jacques Saulnier. Musique : Miklos Rozsa. Montage : Albert Jurgenson. Son : René Magnol, Jacques Maumont. Production : Action films, SFP, FR3, Citel films Genève. Producteurs : Yves Gasser, Klaus Hellwig. Distribution : Action films. Interprétation : Dirk Bogarde (Claude), Ellen Brustyn (Sonia), John Gielgud (Clive Langhan), David Warner (Kevin), Flaine Strich (Helen et Molly), Peter Arne, Samson Fainsilber, Denis Lawson, Kathryn Leigh-Scott, Tania Lopert, Cyril Luckham, Milo Sperber, Anna Wing.

PEUPLE ET CULTURE, 27, rue Cassette - 75006 PARIS

Revue d'Education Populaire

Directeur Gérant : J. Dumazedier

Rédacteur en Chef : B. Cacérés

Copyright Peuple et Culture

Tous droits de reproduction réservés

Com. Parit. 33.096 - Dépôt légal : 1^{er} trimestre 1978

Réalisation : Imprimerie Hermel